

A propos du SIDA

John VANE
(Prix Nobel de Médecine 1982)

Nous sommes ici pour examiner les manières de résoudre un problème. En ce qui concerne le SIDA, il y a trois solutions.

Il y a d'abord la prophylaxie à travers l'éducation qui devrait réduire l'incidence de la maladie. Cependant, cela prendra du temps, comme le prouve la campagne contre le tabac menée depuis 20 ans. On doit aussi se demander si le message indiquant que fumer est une cause du cancer (ainsi que le message sur le SIDA) est entendu par les jeunes.

Les deux autres solutions sont la prévention par l'intermédiaire de la vaccination et le traitement par des médicaments. Elles exigent d'énormes moyens pour les travaux d'étude et de recherche. La recherche académique et celle qui est effectuée dans les Instituts sont d'une manière générale bien financées. Le succès des chercheurs dans ce domaine se mesure aux acclamations de leurs pairs saluant les résultats qu'ils obtiennent et publient. La compétition scientifique est immense, mais elle est saine, parce qu'elle conduit à la publication et à la diffusion rapides des connaissances sur lesquelles d'autres peuvent bâtir.

Pour mettre au point des vaccins contre le SIDA, il faudra les ressources de l'industrie pharmaceutique, et la compétition va alors être d'un genre différent. Le moteur en sera le profit plutôt que le prestige.

Depuis 20 ans dans le domaine des vaccins pour l'homme, de plus en plus de sociétés pharmaceutiques se sont retirées de la course en raison des risques encourus, c'est-à-dire essentiellement du coût élevé des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés par les patients et d'autres personnes à la suite d'effets secondaires causés par les vaccins. Ceci a pesé dans une large mesure plus lourde-

ment dans la balance que les profits réalisables. Il reste donc seulement quelques sociétés pharmaceutiques multinationales qui sont capables de mettre au point et de tester des vaccins. Bien sûr le cas du SIDA est spécial en raison de ses perspectives effrayantes. Nous pouvons donc espérer que les gouvernements assoupliront leurs réglementations sévères concernant la sécurité pour accélérer la mise sur le marché d'un vaccin. Néanmoins, l'industrie va chercher des moyens (et doit en effet en chercher) de faire porter la responsabilité concernant les effets secondaires par d'autres, c'est-à-dire en général les gouvernements qui parrainent les campagnes de vaccination. Sinon les risques de procès en viennent à l'emporter sur l'attrait du profit.

La troisième solution consiste à trouver et développer des médicaments efficaces contre le SIDA, et c'est à cette occasion que nous devons peut-être chercher de nouvelles solutions à de vieux problèmes. Il est évident qu'il nous faut d'urgence des médicaments nouveaux efficaces contre le SIDA (et que ce besoin persistera pendant de nombreuses années) afin de traiter les millions de personnes déjà infectées et toutes celles qui vont l'être, en raison du manque de prophylaxie appropriée.

De nouveaux médicaments ne sont pas mis au point et commercialisés parce que les sociétés pharmaceutiques veulent soigner des maladies. Ils sont un moyen de faire de nouveaux profits et résultent d'une compétition acharnée et coûteuse. Une société fait une découverte à la suite de recherches effectuées dans la maison ou en milieu universitaire, affecte d'importantes équipes de pharmaciens à l'optimisation de l'activité concernée et à la protection du brevet, puis elle entame la pénible tâche du développement. Avec la législation actuelle concernant la sécurité, l'efficacité et l'absence d'effets secondaires il peut s'écouler dix ans ou plus entre la découverte et la commercialisation. Pendant ce temps, dès qu'il est perçu qu'une solution a été trouvée, d'autres sociétés mettent parallèlement tout en oeuvre, moyens chimiques, pharmacologiques et de développement pour réaliser une copie brevetable et rentable, en améliorant toutefois la tolérance et l'efficacité du médicament ainsi que son acceptation par le patient.

D'un côté, on prétend que cette libre concurrence entre les sociétés pharmaceutiques est saine et que, grâce au désir de profit, elle conduit à l'élaboration de médicaments toujours meilleurs pour des maladies de plus en plus nombreuses. D'un autre côté, on dit qu'il y a trop de médicaments sur le marché et que la liste des 200 principaux produits pharmaceutiques de l'O.M.S. dont la plupart sont d'ailleurs de fabrication générique, est suffisante. Ces points de vue contradictoires vont persister et il y aura un conflit constant d'intérêts entre, premièrement, le besoin des sociétés pharmaceutiques de préserver leurs profits et, deuxièmement, le désir des gouvernements et des patients de limiter leurs dépenses en médicaments.

En soulevant cette question aujourd'hui, je veux simplement souligner que dans le cadre du système actuel de libre-entreprise, ce n'est pas parce que les sociétés pharmaceutiques souhaitent soigner la maladie, qu'apparaîtra une nouvelle thérapie du SIDA au moyen de médicaments, mais parce qu'elles veulent en tirer profit ! Je me demande si nous pouvons nous permettre, tant en termes de temps que d'argent, de laisser le processus de compétition commerciale suivre son cours ou si nous devrions trouver de nouvelles solutions qui accélèreraient l'élaboration d'une thérapie médicamenteuse efficace.

Les gouvernements du monde entier ont bien sûr démontré qu'ils étaient conscients de l'urgence du problème en accordant, avec une promptitude remarquable et sans précédent, des licences aux seuls médicaments existants, AZT et RETROVIR. Que peut faire maintenant l'industrie ?

Je pense qu'à l'heure actuelle et face à ce type de maladie ce n'est pas le moment de suivre les sentiers battus. Nous devons trouver de nouvelles solutions. L'une d'elles pourrait être la coopération plutôt que la concurrence entre les sociétés pharmaceutiques. Il y a déjà des domaines où il existe une certaine coopération entre les multinationales pharmaceutiques. Il y en a même un autre où l'on pourrait tenter une approche expérimentale. Par exemple, un institut de recherche sur le SIDA, consacré à la découverte de médicaments anti-virus destinés à combattre la maladie, pourrait être financé de maniè-

J. VANE

re conjointe par l'ensemble de l'industrie pharmaceutique. Dans un institut de ce type les compétences des pharmaciens, indispensables pour synthétiser les milliers de nouveaux composés qui peuvent être nécessaires avant de trouver le bon, pourraient être coordonnées, plutôt que d'être mises en concurrence. Le prestige et le profit seraient partagés équitablement entre les participants au financement de l'institut. Je suis sûr qu'étant donné la bonne volonté des sociétés, les juristes chargés des licences et des brevets trouveraient les moyens de permettre une coopération dans le domaine de la lutte contre le SIDA et cela pourrait bien accélérer le processus de découverte et de mise au point. Comme je l'ai dit, ce serait une expérience, mais une expérience qui vaudrait la peine d'être tentée !

Il y a un autre domaine dans lequel la contribution de l'industrie pharmaceutique pourrait être extraordinairement généreuse. Actuellement, un traitement à base de RETROVIR revient à environ 200 \$ par semaine et certains patients prendront un médicament contre le SIDA le restant de leur vie. On nous dit qu'il y a déjà 5 millions d'Africains qui sont contaminés, ce qui pose de toute évidence un problème particulier, car ni eux ni leur gouvernement ne pourront financer des traitements onéreux. L'exemple a cependant déjà été montré : une société clairvoyante, MERCK, a pris la bonne décision d'offrir le médicament IVERMECTIN à l'Afrique afin de traiter l'onchocercose. Cela préviendra probablement la cécité chez un nombre incalculable de personnes à raison de deux doses orales par an seulement. Cette politique remarquable et courageuse va non seulement limiter dans une large mesure une maladie tropicale rendant infirme, mais aussi transférer aux gouvernements concernés la responsabilité de tout dommage éventuel causé à l'environnement.

Peut-être que ce précédent pourrait servir d'exemple à l'industrie pharmaceutique quand elle trouvera un vaccin ou un médicament efficace contre le SIDA. Que les sociétés fournissent gratuitement des médicaments à ceux qui, en Afrique et peut être ailleurs, n'auront jamais les moyens de se les acheter !

J'en appelle donc à l'industrie pharmaceutique pour qu'elle agisse en "club" afin de combattre cette terrible maladie. Les sociétés pharmaceutiques financent déjà des unités de recherche universitaires dans des domaines d'investigation sur une base individuelle. Pour cette maladie, qu'elles s'unissent et le fassent sur une base industrielle. Elles ne doivent pas renoncer à l'idée de profit, mais simplement la modifier en finançant conjointement et généreusement les pharmaciens et les biologistes d'un grand institut destiné à mettre fin à cette nouvelle calamité.